

ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE

SIXIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DES
DIRECTEURS DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORESTERIE
(Apia, Samoa, 1–2 octobre 2019)

**BIOSÉCURITÉ, NORMES SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES ET ÉCHANGES
COMMERCIAUX DANS LA RÉGION**

Note d'orientation succincte

(Document présenté par le Secrétariat)

1. Résumé du programme/projet	
Intitulé du programme :	Biosécurité, normes sanitaires/phytosanitaires et échanges commerciaux dans la région
Bénéficiaires :	États et Territoires insulaires océaniques
2. Contexte	
<p>L'Organisation pour la protection des végétaux dans le Pacifique (OPVP) et la Conférence technique régionale sur la protection des végétaux (RTMPP) visent à préserver la biosécurité et les normes sanitaires et phytosanitaires de l'Océanie ainsi qu'à prévenir les maladies et les nuisibles transfrontières. Les membres de l'OPVP lancent des initiatives de préparation à la biosécurité et de respect des normes sanitaires et phytosanitaires, conformément au principe « mieux vaut prévenir que guérir ». Le changement climatique et les déplacements de populations accroissent le risque d'invasion de maladies et d'organismes nuisibles exotiques en Océanie. Cela impose le renforcement de la vigilance et de la gestion, afin d'éviter l'installation d'espèces envahissantes, et donc le lancement de coûteux programmes d'éradication. Un système solide de biosécurité et de normes sanitaires et phytosanitaires, coordonné à l'échelon régional, est ainsi essentiel pour l'Océanie.</p> <p>Le présent programme intégré permettra aux organismes chargés de la biosécurité dans le Pacifique d'avoir les capacités nécessaires à la gestion des principaux nuisibles et maladies qui compromettent la résilience des moyens d'existence pour les populations. Ces organismes constitueront des forums d'échange, de partage des connaissances et de coordination pour la région. Cette structure de gestion abordera également les questions de non-conformité qui affectent les échanges commerciaux (exportations et importations), les mécanismes de biosécurité les plus adaptés aux incursions de maladies et d'organismes nuisibles, les traitements et les procédures opérationnelles normalisées permettant de résoudre tout problème de biosécurité. La gestion des données viendra soutenir l'efficacité de l'OPVP afin de permettre une démarche coordonnée qui ne constitue pas un obstacle aux échanges, mais qui assure bien plutôt le niveau d'assurance nécessaire aux pays importateurs et exportateurs. Les systèmes de collecte des données à recueillir et à analyser portent notamment sur la surveillance des maladies et des nuisibles, ainsi que sur les dispositifs d'alerte précoce. Ces données seront intégrées, dans le cadre des obligations nationales de rapport, aux systèmes des organisations internationales assurant la gestion des normes</p>	

mondiales, à savoir la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE).

Grâce au soutien financier accordé à la biosécurité et aux normes sanitaires et phytosanitaires au titre du 11^e Fonds européen de développement (FED), la plupart des priorités des membres de l'OPVP pourront être prises en compte, et les agents des services nationaux de protection des végétaux seront en mesure de traiter les risques pour la biosécurité avant, pendant et après le passage des frontières. Ce soutien financier devrait faciliter la mise en œuvre d'activités de collecte de données sur les normes sanitaires et phytosanitaires, ainsi que d'information, de communication et de gestion des connaissances.

3. Théorie du changement

L'objectif général consiste à renforcer les systèmes de biosécurité en Océanie en mettant en place une plateforme fonctionnelle de normes sanitaires et phytosanitaires destinée à soutenir la sécurité des échanges, à encourager des réponses rapides aux menaces de maladies et de nuisibles transfrontières avant, pendant et après le passage des frontières, ainsi qu'à protéger la faune et la flore régionale endémique unique.

Le financement du présent programme intégré permettra au secrétariat de l'OPVP et à l'équipe de la Division ressources terrestres de la CPS chargée de la biosécurité d'épauler les services nationaux de protection des végétaux dans la surveillance des maladies et des nuisibles ainsi que la surveillance et le suivi de la biosécurité, et de mettre en place des processus de détection et de réponse précoces. Ces mesures contribueront directement au renforcement des connaissances et des capacités techniques nécessaires aux services nationaux de biosécurité pour traiter, avant, pendant et après le passage des frontières, les questions concernant les plateformes de l'OPVP et de la santé animale, ainsi que la plateforme internationale sur les enjeux de sécurité alimentaire de la CIPV, de l'OIE et du Codex Alimentarius. Le programme vise à aborder tout l'éventail des enjeux de biosécurité qui touchent les secteurs de l'agriculture, de l'environnement et de la santé publique ; il a également pour objectif la coordination de la recherche et du développement sur les questions, les traitements et les systèmes liés aux normes sanitaires/phytosanitaires et à la biosécurité qui peuvent accroître l'efficacité et la sécurité des échanges dans le Pacifique.

Les trois principaux résultats attendus du programme sont les suivants : 1) mise en place de systèmes de production agricole et de chaînes de valeurs adaptés au changement climatique et résilients face aux menaces pour la biosécurité ; 2) mise en œuvre de systèmes nationaux et régionaux d'alerte précoce et renforcement des capacités de gestion des risques transfrontaliers pour la sécurité ; et 3) création d'un environnement solide et bien coordonné, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle régionale, favorisant une gestion efficace des menaces pour la biosécurité.

Pour les États et Territoires insulaires océaniques, les objectifs du programme sont les suivants :

- Renforcer, sur le plan technique, et officialiser les compétences des divisions, services ou agents chargés de la biosécurité dans le cadre des opérations quotidiennes dans ce domaine avant, pendant et après le passage des frontières des États et Territoires insulaires océaniques.
- Améliorer la surveillance de la biosécurité, des systèmes d'alerte précoce, du diagnostic et de la réponse d'urgence des services et divisions chargés de la biosécurité dans la région afin de réagir aux menaces sanitaires/phytosanitaires et de biosécurité exotiques.
- Permettre la réalisation d'un inventaire précis des compétences en matière de biosécurité dans les domaines de spécialité de la région (entomologistes, phytopathologistes, bactériologistes, virologues, vétérinaires, spécialistes de la biosécurité aquatique, spécialistes de la biosécurité, épidémiologistes ou encore nématologistes), et mettre ces compétences en

réseau afin de répondre à des besoins précis ou à des flambées de maladies ou de nuisibles dans la région.

- Renforcer les systèmes internes de biosécurité afin de mettre en place de manière pérenne des dispositifs assurant l'intégrité, en matière de biosécurité, des systèmes d'exportation de divers produits agricoles susceptibles d'être exportés.
- Renforcer les capacités de coordination aux échelons régional et national pour assurer l'efficacité des mesures de réponse et de maîtrise en cas d'épidémie de nuisibles et de maladies des végétaux et des animaux terrestres et aquatiques.

4. Préparation

Le programme intégré « Biosécurité, normes sanitaires et phytosanitaires et échanges commerciaux dans la région » s'inscrit dans le cadre des trois grands objectifs de développement définis dans le plan stratégique de la CPS :

1. Les peuples océaniens profitent d'un développement économique durable.
2. Les communautés du Pacifique sont autonomes et résilientes.
3. Les Océaniens réalisent leur plein potentiel, tout en vivant longtemps et en bonne santé.

Plus précisément, au sein du plan d'activité de la Division ressources terrestres, ce programme contribue à ces trois objectifs par l'intermédiaire de l'objectif à long terme suivant :

- *Intensification du commerce de produits agricoles variés, sains et sûrs afin de contribuer à la sécurité alimentaire et à la durabilité des moyens de subsistance.*

Dans le cadre de ce plan d'activité, il contribue à cet objectif à long terme par l'intermédiaire de deux objectifs spécifiques :

- *Renforcement des normes et de la certification dans le domaine de la sécurité alimentaire environnementale, de la biosécurité ainsi que des systèmes sanitaires et phytosanitaires.*
- *Systèmes de production agricole, santé des sols et gestion de l'eau, gestion des maladies et des organismes nuisibles et pratiques d'élevage.*

Il existe des liens fonctionnels forts entre le présent programme intégré et des projets de la Division ressources terrestres, tels que le projet de sensibilisation et de réponse à la propagation du rhinocéros du cocotier en Océanie, les cliniques régionales des plantes ou encore le projet « *One Health*, une seule santé ».

5. Champ d'activité et modalités de gestion/mise en œuvre

Ressources financières : le financement initial à l'appui des activités présentées devrait être assuré au titre du 11^e FED et d'autres initiatives similaires. Ces fonds sont garantis pour les quatre prochaines années.

Ressources humaines : la Division ressources terrestres de la CPS renforcera ses capacités techniques en matière de normes sanitaires et phytosanitaires applicables aux animaux et aux végétaux, avec une équipe comptant sept personnes au total. Cette équipe travaillera main dans la main avec d'autres agents de la Division, ainsi qu'avec d'autres divisions, notamment la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins, la Division géosciences, énergie et services maritimes et l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne.

Recherche scientifique et recherche en développement : initialement, la recherche sur la surveillance de la biosécurité et des normes sanitaires et phytosanitaires ainsi que sur les systèmes d'alerte précoce traitera les risques élevés dans ces domaines. Les systèmes d'alerte précoce

créeront une dynamique du renforcement des plans d'intervention d'urgence en réponse à ces risques. Des recherches porteront aussi sur les possibilités d'approche systémique de la biosécurité pour les fruits et légumes frais susceptibles d'être exportés vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande. De même, l'efficacité des différents traitements en réponse aux menaces sur la biosécurité et aux non-conformités sera évaluée, afin que les services nationaux de protection des végétaux des pays importateurs puissent bénéficier du niveau d'assurance nécessaire en matière de biosécurité.

Complémentarité avec d'autres partenaires et bailleurs de fonds

Le programme contribuera au **service régional de soutien à la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique** (PRISMSS), sous la houlette du PROE. Il complètera aussi les initiatives prévues au titre du programme régional d'adaptation des pays océaniques aux maladies et nuisibles animaux et végétaux et aux espèces aquatiques envahissantes en rapport avec le changement climatique ainsi que les initiatives en cours dirigées par l'ACIAR, ou encore le projet GIZC 2.

6. Quels sont les éléments attestant que la CPS est la mieux placée pour mener ces activités ?

Décrivez l'avantage comparatif dont bénéficie la CPS dans le secteur considéré, notamment pour ce qui est des liens intersectoriels. Précisez quelles autres organisations œuvrent au règlement du problème. Indiquez tout partenariat potentiel avec des organisations/institutions compétentes.

Le secrétariat général de l'OPVP est hébergé par le groupe biosécurité et facilitation du commerce de la Division ressources terrestres de la CPS. Ce groupe continue à fournir aux pays membres des services, notamment techniques, relatifs à tous les enjeux phytosanitaires et de biosécurité nationaux et régionaux, ainsi qu'à répondre aux menaces et aux incursions qui affectent constamment la faune et la flore endémiques de l'Océanie.

L'OPVP et la Conférence technique régionale sur la protection des végétaux rassemblent les 26 services nationaux de protection des végétaux ainsi que les directeurs des établissements de recherche agronomique de différents pays du Pacifique Sud-Ouest. Cela comprend également les membres métropolitains de la CPS, à savoir l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la France et les États-Unis d'Amérique. Le secrétariat de l'OPVP entretient des liens avec d'autres organismes de protection des végétaux dans la région et dans le reste du monde ; il est placé sous l'égide de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV).

Le groupe biosécurité et facilitation du commerce et le groupe santé des végétaux de la Division ressources terrestres réalisent des études nationales des maladies et des nuisibles des végétaux en collaboration avec les pays membres. Les résultats de ces études alimentent la Base de données régionale sur les organismes nuisibles de la CPS. Toutes ces activités permettent aux pays membres de l'OPVP d'effectuer leurs propres analyses des risques à l'importation ainsi que leurs propositions d'exportation pour l'accès aux marchés.

Biosécurité, normes sanitaires/phytosanitaires et échanges commerciaux dans la région

OBJECTIF À LONG TERME

Préserver la santé des populations d'Océanie ainsi que la biodiversité unique et fragile de la région, et encourager la prospérité en assurant la sécurité des échanges

CONSÉQUENCES POUR LES PERSONNES, LES POPULATIONS ET LES INSTITUTIONS

Les gouvernements disposent d'un cadre juridique à jour dans le domaine de la biosécurité, en rapport avec les institutions régionales et internationales les organismes régionaux et internationaux de lutte contre les menaces sanitaires/phytosanitaires et de biosécurité avant, pendant et après le passage de la frontière, afin de renforcer la sécurité des échanges.

Les organisations de la société civile et le secteur privé sont conscients de l'importance de la biosécurité et de son rôle dans la protection de la faune et de la flore régionale endémique unique ainsi que des liens avec la sécurité des échanges.

Les communautés, et notamment les jeunes, les femmes et les peuples autochtones participent aux mesures internes de biosécurité, de protection de la faune et de la flore et de la prévention des maladies et des nuisibles.

HYPOTHÈSES ET RISQUES

Hypothèses : Volonté des acteurs nationaux de soutenir le programme et disponibilité des fonds. Volonté des bénéficiaires de participer activement au renforcement des capacités dans le domaine des normes sanitaires/phytosanitaires et de la biosécurité. Accès à des données scientifiques pertinentes, précises et à jour à l'appui des demandes d'accès aux marchés et nécessité de collaboration avec d'autres membres de l'OPVP concernant les obligations nationales de rapport.

Risques : Modifications de la direction aux échelons politique et institutionnel, entraînant une modification des priorités relatives à la biosécurité et aux normes sanitaires et phytosanitaires. Manque de ressources (humaines et financières) pour mettre en œuvre le programme. Catastrophes naturelles (inondations, sécheresses, séismes, etc.), troubles politiques.

CHANGEMENTS IMMÉDIATS ET À MOYEN TERME

Les gouvernements appliquent des politiques de biosécurité à jour, conformes aux organismes internationaux, renforcent leurs connaissances sur les procédures opérationnelles normalisées et les plans d'intervention d'urgence et maîtrisent efficacement les risques avant, pendant et après le passage des frontières ; ils sont donc prêts à respecter les exigences des plateformes régionales de normes sanitaires/phytosanitaires et de biosécurité.

Les organisations de la société civile et le secteur privé participent à l'élaboration commune de normes de biosécurité ; ils sont sensibilisés à ces enjeux et nouent des partenariats et des liens avec le secteur de l'environnement, de la nutrition humaine et de la santé sur les questions de biodiversité à tous les niveaux.

Mieux sensibilisées à la biosécurité, les communautés, et notamment les jeunes, les femmes et les peuples autochtones savent mieux choisir leurs aliments, ont un meilleur accès à des aliments sains et de qualité, mais aussi à des informations sur les questions d'échanges et de biosécurité, et augmentent leur accès aux marchés d'exportation et aux emplois dans le domaine sanitaire et phytosanitaire.

PRODUITS

Amélioration de l'assistance technique fournie aux pays membres de la CPS.
Révision des politiques et des lois (biosécurité, faune terrestre et aquatique, substances chimiques et sécurité alimentaire).
Mise au point et révision de procédures opérationnelles normalisées (avant, pendant et après le passage des frontières ; plans d'intervention d'urgence).
Inventaire complet des besoins de chaque pays (par exemple évaluation des capacités sanitaires/phytosanitaires).
Révision des obligations nationales de rapport, par exemple listes des nuisibles réglementés, listes de pesticides, mise à jour de la Base de données régionale sur les organismes nuisibles.

Renforcement de la sensibilisation à la biosécurité, avec des démarches ciblant l'éradication des maladies et des nuisibles exotiques, afin d'optimiser la sécurité alimentaire et la nutrition, de maîtriser les mouvements internes et de prévenir la propagation des maladies et des nuisibles ; renforcement des partenariats pour la gestion des zones exemples de nuisibles ; renforcement des approches systémiques de gestion des risques pour la biosécurité, et donc renforcement de la sécurité des échanges et des partenariats avec la société civile et les autres parties prenantes.

Identification des groupes de soutien et des services de vulgarisation, renforcement et mise en lien avec les initiatives régionales et mondiales.
Mentorat et renforcement des compétences des jeunes, des femmes et des peuples autochtones sur les enjeux de biosécurité pertinents et leur importance.
Amélioration de l'accès aux informations sur la biosécurité et les normes sanitaires/phytosanitaires en lien avec la sécurité des échanges.
Amélioration de l'accès à des aliments plus sains, plus nourrissants et de meilleure qualité.
Amélioration de l'accès aux marchés d'exportation et à l'emploi dans le secteur de la biosécurité et des normes sanitaires/phytosanitaires.

CAPACITÉS

Capacités scientifiques et techniques (spécialistes de la biosécurité, entomologistes, phytopathologistes, vétérinaires, spécialistes de l'utilisation des terres et de la foresterie, généticiens spécialistes de la culture tissulaire, spécialistes de la lutte intégrée contre les nuisibles, de l'agriculture biologique, de la vulgarisation et de la santé des sols, spécialistes de l'intégration de la dimension de genre, du changement climatique, de l'économie, etc.).
Liens solides de partenariat et de collaboration avec des établissements de recherche et des organisations actives dans le développement de nouveaux outils et méthodes, par exemple la FAO, la CIPV, l'OIE, l'APPC, l'ACIAR, l'USP, la FNU, le ministère néo-zélandais des Industries primaires et son laboratoire de l'environnement et de la santé végétale, le département de l'Agriculture des États-Unis, le ministère australien de l'Agriculture et des Ressources en eau, le PROE et les services nationaux de protection des végétaux).
Partenariats établis de longue date avec les pays océaniques par l'intermédiaire du secrétariat général de l'OPVP, hébergé par la Division ressources terrestres. L'OPVP et la RTMPD disposent de plus de 30 ans d'expérience dans la région.

